

L'ajournement

aujourd'hui. Il est donc important de mettre en place un cadre général plus moderne et plus strict, plus complet pour protéger véritablement les épargnants. On cherche véritablement la franche consultation, et j'invite mon honorable collègue à participer de façon positive à cette consultation. L'avant-projet de loi va sortir au fur et à mesure des consultations, la législation va avancer et je suis certain qu'on va pouvoir adopter assez rapidement une loi qui va être efficace dans ce secteur.

Et on va aussi consulter les gouvernements provinciaux. On sait que nous avons, au gouvernement fédéral, à partager avec les provinces une responsabilité quant à la protection des citoyens face à des institutions financières. On va continuer dans ce même secteur et notre gouvernement a réussi et a prouvé qu'il était capable de s'entendre avec les provinces pour amener une protection efficace et complète sur une réglementation qui se doit aussi d'être efficace et complète.

Donc, monsieur le Président, il faut agir rapidement. C'est pour cela que la consultation est en cours, c'est pour cela que j'invite mon honorable collègue à participer activement.

[Traduction]

L'AIDE EXTÉRIEURE—LE SOUDAN—LA CRISE ALIMENTAIRE—
L'AIDE CANADIENNE

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, le 8 mars dernier, comme en fait foi le compte rendu à la page 2817, j'ai posé la question suivante à la ministre des Relations extérieures (M^{me} Vézina):

Quelle sera la réaction du gouvernement à la crise alimentaire au Soudan, aggravée par l'arrivée de nombreux réfugiés éthiopiens? Plus particulièrement, le gouvernement entend-il nommer des fonctionnaires à plein temps pour veiller à ce que le programme de secours au Soudan ne soit pas l'objet d'abus semblables à ceux qui ont été commis en Éthiopie?

● (1830)

Je voulais par cette question attirer l'attention sur la situation critique qui est celle du Soudan à cause, dans une large mesure de l'arrivée de 850,000 Éthiopiens. Un grand nombre de ceux-ci ont quitté leur pays non seulement à cause des difficultés que posent des problèmes naturels tels que la sécheresse et l'érosion du sol arable, mais aussi à cause des politiques du gouvernement éthiopien qui, tout en poursuivant la guerre civile, empêche une population innocente dans la région septentrional du pays de profiter des secours. Le même gouvernement refuse d'accepter les propositions occidentales visant à imposer une trêve provisoire pour permettre la livraison de denrées qui permettraient à ces gens de survivre et de retrouver la santé.

Voilà pourquoi j'ai attiré l'attention sur la nécessité d'établir un service de surveillance satisfaisant pour s'assurer que nos secours fournis si généreusement par les gouvernements et les simples citoyens seront livrés à ceux qui en ont particulièrement besoin.

Dans sa réponse, le ministre mentionne le rapport MacDonald attendu à ce moment-là. Depuis le 8 mars, il a été soumis au comité permanent et, par son intermédiaire, au Parlement. Je suis très heureux que pour l'essentiel le rapport MacDonald

reconnaisse la nécessité de contrôles accrus si nous voulons que le programme soit efficace et que le public canadien lui fasse entièrement confiance.

N'est-il pas renversant que depuis que j'ai posé cette question, l'armée du gouvernement éthiopien ait rasé un centre de secours où vivaient 50,000 réfugiés, et que moins d'une semaine après, le gouvernement d'Éthiopie ait retenu l'attention de l'Occident en disant que c'était une erreur, que telle n'était nullement son intention.

Devant une pareille situation, il faut que nous soyons bien représentés sur place afin que nous sachions que nos objectifs sont effectivement atteints. Depuis que cette question a été soulevée, le gouvernement soudanais a été renversé. Il faut espérer que ce sera pour le mieux. Il ne faudrait pas s'étonner qu'une période d'instabilité prolongée s'instaure au Soudan avant que l'ordre social ne soit rétabli. Là encore, il faut que nous soyons en mesure de contrôler si les secours que nous expédions atteignent leurs objectifs.

A mon avis, si le Canada veut s'engager à long terme à aider l'Éthiopie et le Soudan et à favoriser leur développement, il faut absolument que les autorités canadiennes exercent une surveillance adéquate. Personne ne peut dire que nous prendrons un tel engagement, mais c'est une possibilité. Les besoins sont importants et les attentes de nombreux citoyens sont encore plus grandes. Il est fort possible que le gouvernement prenne la décision de continuer à aider l'Éthiopie et le Soudan à long terme, ce qui serait parfaitement compréhensible. Si nous prenons cette décision et lançons un programme de développement sur une grande échelle dans ces pays, nous devons surveiller de près la situation.

Je sais que cela ne va pas sans poser de problèmes. Je comprends bien sûr que les autorités canadiennes hésitent à procéder à des nominations qu'elles jugent coûteuses, mais nous pouvons être certains qu'il existe des solutions beaucoup moins onéreuses, notamment grâce à la possibilité de signer des contrats avec des ONG. Je suis heureux de constater que, depuis que ce débat a commencé au milieu de l'hiver, certains services de nos ministères sont plus enclins à conclure ce genre d'arrangement contractuel. En outre, nous pourrions compter davantage sur les Canadiens de tout âge qui peuvent rendre ce genre de service humanitaire à un faible coût et parfois gratuitement.

● (1835)

J'espère que le gouvernement reconnaîtra vraiment l'utilité d'assurer une surveillance suffisante, comme le recommande le rapport MacDonald, et qu'il utilisera au maximum les services et les compétences que les Canadiens peuvent mettre à sa disposition, afin que nous puissions atteindre nos objectifs humanitaires et sociaux dans ce secteur.

M. Stewart McInnes (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de Scarborough-Ouest (M. Stackhouse) de l'intérêt sincère qu'il a manifesté et de son plaidoyer en faveur des victimes de la famine dont il a parlé avec tant d'éloquence.